

<https://fakirpresse.info/parti-socialiste-l-histoire-d-une-reddition>



Parti socialiste, l'histoire d'une reddition

- Le Journal - Dossiers -



Date de mise en ligne : vendredi 23 décembre 2016

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

En finir avec le Parti « socialiste », épisode #5.

Des années 70 et du « combat de classe » de Mitterrand au désastreux désert d'aujourd'hui, chronologique d'un renoncement...

Ségolène Royal y apporte, certes, sa touche personnelle : la mystique d'une communion universelle. Mais la candidate n'a rien inventé de cette confusion. Elle reflète juste le vide idéologique du PS - comme le miroir grossissant d'une béance. Elle marque une étape, une de plus, sur le chemin du néant : « *La gauche a gouverné pendant vingt ans d'affilée et ses idées d'origine, son fond de pensée, ont été balayés totalement, se réjouit le banquier (socialiste) Jean Peyrelevade. Elle a perdu 100 % de sa pensée économique.* » La tornade du « pragmatisme » est passée - qui n'a laissé, derrière elle, que l'immense désert du renoncement.

Il faut retracer, peut-être, ici, cette hémorragie des convictions. Car on s'est tant habitués aux platitudes passe-partout - de la « *France unie* » version Mitterrand 88 à la « *France présidente* » variante Ségolène 2007 - qu'on en a oublié le « *fond de pensée* », aussi « *balayé* » des mémoires. Ou plutôt, non : on en a oublié que ces « *idées d'origine* », aujourd'hui marginalisées, rangées à l'extrême extrême gauche, appartiennent à la gauche tout court.

Années 70, les choses sont simples.

C'est l'heureux temps du « *combat de classe* », comme l'énonce Georges Marchais dans son introduction au *Programme Commun*, l'époque bénie de « *l'Union Populaire, l'union aux côtés de la classe ouvrière des techniciens et des ingénieurs, de l'immense masse des paysans, des employés, des petits commerçants* » parce que « *eux et nous, nous n'avons qu'un seul et même adversaire - le grand capital* ». Et François Mitterrand n'est pas en retard d'une vulgate marxiste.

A la Porte de Versailles, en décembre 1972, il lance les législatives sur une diatribe contre « *les maîtres de l'argent, l'argent, l'argent, les nouveaux seigneurs, les maîtres de l'armement, les maîtres de l'ordinateur, les maîtres du produit pharmaceutique, les maîtres de l'électricité, les maîtres du fer et de l'acier, les maîtres du sol et du sous-sol, les maîtres de l'espace, les maîtres de l'information, les maîtres des ondes. Nous ne ferons pas payer cher le malheur de tant de siècles. Mais pour l'argent, l'argent, toujours l'argent, alors c'est vrai : il ne faut pas trop qu'ils y comptent* ».

C'est sur ce ton belliqueux que, d'une campagne présidentielle à une élection municipale, le premier secrétaire du PS traverse la France et la décennie. A Toulouse, il attaque le « *patronat de droit divin* » et défend l'« *OS dominé, opprimé, poussé à la révolte* » : « *C'est une lutte de classe entre ce petit groupe de privilégiés et la masse des salariés.* » Une « *lutte des classes* » qui s'insinue dans toute la vie, jusqu'à opposer « *l'oreille du riche et l'oreille du pauvre* » ! « *La musique du riche et la musique du pauvre* » ! Il puise son inspiration chez Dickens : « *Et le pauvre, il ouvrira sa fenêtre sur quelle rue ? Dans quel entassement ? Avec combien d'étages au dessus ? Combien de béton en face ? Combien de m3 ? Et le papier mâché des murs par où passe le soleil l'été, la pluie et les frimas l'hiver, parce qu'il y a un froid pour les pauvres et une chaleur pour les riches !* » Les *Misérables* avaient trouvé leur Jean Valjean...

Lors des meetings, ces tirades sont émises sans emportement. Elles ne montent pas du ventre, enfiévrées, tripales, grosses de colère. Au contraire, on dirait que l'orateur les cherche, entrecoupées de silences. L'« *OS dominé, opprimé* » ne prend pas chair, il demeure un archétype, et François Mitterrand peine à nous restituer cet homme, ses envies, ses frustrations : sa description cesse après deux adjectifs. Est-ce parce qu'on connaît déjà la suite de l'Histoire - et ses débuts aussi ? Mais dans ces hésitations, on sent que le tribun se force. Qu'à ses prédications contre le « *grand capitalisme* » se mêle beaucoup de tactique à un peu de bonne foi. Qu'importe son insincérité : c'est la voix de la gauche qu'il exprime alors. C'est elle qui, à travers lui, réclame - à Compiègne cette fois - que

s'élève une « conscience de classe » : « *Nous sommes entourés à tout moment par une propagande qui retarde la prise de conscience : ceux qui souffrent des injustices de la société n'ont pas toujours conscience des causes de leur malheur. La tâche des partis politiques, c'est une tâche pédagogique qui consiste à expliquer, expliquer, expliquer.* »

Et à « *expliquer* » que « *le socialisme, c'est la libération de millions et de millions de gens, qui sont emprisonnés dans la prison de la société, qui sont emprisonnés dans les transports en commun, qui sont emprisonnés par des logements misérables, qui sont emprisonnés par des bas salaires, qui sont emprisonnés par l'absence du temps de vivre. Nous essayons de libérer les opprimés, les aliénés dans une société où les forces économiques sont toutes puissantes.* »

1981. Les explications se compliquent un peu.

La « **crise** » a supplanté la « croissance », le « **chômeur** » se substitue déjà au « **prolétaire** ». François Mitterrand tonne, néanmoins, en Lorraine par exemple, contre la « contrebande » du libre-échange :

« Quand on voit disparaître, pan par pan, de vastes secteurs de notre industrie, le textile il est déjà parti, l'angoisse et la rage des familles ouvrières... Et je pourrais en dire tout autant de l'industrie du bois, le pays le plus boisé de l'Union Européenne, c'est la France, et nous en sommes à importer notre papier, nos jouets, nos meubles. Et la sidérurgie ! Est-ce à Metz que je vais donner la leçon sur ses échecs, sur ses ratages ? A travers un, deux, trois, quatre, cinq, six plans de relance de la sidérurgie, on a distribué des milliards aux possédants et au grand capital, on a laissé détruire des milliers et des milliers d'emplois des travailleurs et des cadres... » Une ligne de démarcation sépare, encore, dans son propos, le « grand capital » et les « travailleurs ».

Quant au progrès social, il ne jaillissait pas spontanément du « *dialogue* », ni de la « *croissance* », mais des « *luttés* », et le candidat recourait à leur histoire pour préparer de futures conquêtes : « *Réduire la semaine à 35 h, c'est toute la bataille depuis le XIXème siècle qui se trouve ainsi résumée, la bataille pour le temps de vie. Il a fallu que les hommes et femmes de coeur se battent contre la société dirigeante pour obtenir que les enfants de 10 ans cessent de travailler 14 h par jour dans le fond de la mine, quelquefois les poignets attachés aux machines. Mais quand on disait cela, nous la gauche, que nous répondait la droite ? 'Vous avez peut-être raison, c'est humain, mais le moment n'est pas venu. Vous n'avez pas le droit de laisser la France supporter la concurrence extérieure. Il faut gagner la bataille industrielle.' Et chaque fois, ç'a été comme ça. Quand la semaine de travail est passé à 60 h, même débat. Quand c'est passé à 48 h au lendemain de la guerre de 14-18, même débat. Et quand Léon Blum a décidé de l'abaisser à 40 h, la même discussion qu'aujourd'hui a eu lieu.* »

Au second tour de la présidentielle, 74 % des ouvriers lui apporteront leurs voix.

Années 80. Les choses vont vite devenir plus « complexes ».

Dès 1983, à vrai dire, s'opère comme un demi-tour droite : « *Il faut être cruel* » - ou « *brutal* », selon les sources - avait confié le Président à un Pierre Mauroy soucieux de tempérer la casse industrielle. Chantiers navals, charbons, acier, automobile : tout passe, dès lors, « *pan par pan* », à la moulinette des « *restructurations* ».

En même temps qu'il assène ces coups de massue, François Mitterrand change de rôle, et de doctrine :

« La lutte des classes n'est pas pour moi un objectif, jure-t-il maintenant. Je cherche à ce qu'elle cesse ! » Le voilà qui endosse l'habit du « rassembleur » : « Se réunissent peu à peu les conditions d'une trêve des classes, et ensuite d'une paix des classes. Et tout mon effort tend, à moi, comme président de la République française, sans oublier rien des différences qui existent, des privilèges et des oppositions, c'est de parvenir à réduire cet antagonisme pour réaliser l'union ou le rassemblement des Français pour le redressement national. »

« *Rigueur* » oblige, le chômage allait croître de 25 % en un an. Les premiers contrats précaires dits TUC - Travaux d'Utilité Collective - seraient votés en décembre 84. Et pour Noël 85, les « restos du coeur » ouvriraient : autant d'indices, à l'évidence, que « *les conditions d'une trêve des classes* » sont réunies...

Ainsi va l'histoire, oiseau moqueur : il aura fallu que la gauche gagne une élection pour qu'elle perde tout. Pour qu'elle abdique son principe en direct sur TF1. Pour qu'elle signe une « *paix des classes* » dans les mots - à l'heure où la « *guerre des classes* » va redoubler dans les faits. Et tous ses « *efforts* » visent, non plus à « *réduire cet antagonisme* » pour de bon, par une quête de l'égalité, mais à effacer « *cet antagonisme* » des imaginaires, à éliminer la « *lutte des classes* » du débat politique, à désarmer ses propres troupes, les « *travailleurs* » - qu'on ne qualifiera plus d'« *opprimés* », ni d'« *aliénés* ». Qu'on n'appellera même plus « *travailleurs* », d'ailleurs.

L'année 1984 parachève cette « *modernisation* ». Tandis que les sidérurgistes lorrains s'attaquent au château du « *maître des forges* », tandis qu'ils affrontent les CRS dans les rues de Paris, à peine nommé, dans sa déclaration à l'Assemblée Nationale, le nouveau premier ministre Laurent Fabius enfile les habits neufs du Président Tonton et sermonne les rétrogrades : « *La dénonciation systématique du profit est désormais à ranger au magasin des accessoires* ». Une nouvelle ère s'ouvrait : à « *la lutte des classes* » succédait l'autre « *bataille* », « *la bataille de la compétitivité et de l'emploi* », une « *bataille* » qui supposait « *l'engagement des salariés* » car « *les entreprises doivent bénéficier du soutien de l'ensemble du pays.* »

Tout est là, déjà - dont la « *réconciliation* » à sens unique. Et si, dans ces paroles, résonne encore le François Mitterrand d'avant, c'est le François Mitterrand qui imitait la voix de « *la droite* » : « *Vous n'avez pas le droit de laisser la France supporter la concurrence extérieure. Il faut gagner la bataille industrielle.* » Son camp s'est rangé aux arguments des « *maîtres* ». Et les deux partis tombent désormais d'accord : « *Les socialistes font le nettoyage que nous n'avons pas su faire* », concède Alain Juppé - pendant que Laurent Fabius, en 1986, au terme de son passage à Matignon, se targue d'avoir effectué « *le sale boulot, qui n'avait pas été fait avant* » : « *C'est la gauche et c'est son courage et c'est son honneur de l'avoir fait* ».

Il peut se flatter de son bilan, en effet : après une décennie de mitterrandie, « *les indicateurs de 1990, comparés à ceux de 1981-82, valent alors à la France le prix du monétarisme* » - note le pourfendeur de La Décennie, François Cusset. Mieux que la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, mieux que l'Allemagne d'Helmut Kohl, selon deux notes de l'INSEE : « *Plus forte chute de l'inflation (qui favorise les épargnants aux dépens des emprunteurs, autrement dit surtout les retraités aux dépens des jeunes actifs), plus faible progression des salaires industriels (de 1982 à 1993, la part des salaires en général dans le PIB chutera même de 9 points tandis qu'augmente de 7 points celle du profit), plus fort maintien du taux de chômage (9,5 % en 1990), plus fort endiguement du déficit budgétaire, et meilleure amélioration de la balance commerciale.* » On projetait une « *rupture avec le capitalisme* », voilà qu'on finit premier de la classe. D'autant mieux noté qu'on assiste à « *une explosion boursière sans précédent* » : « *de 1983 à 1993, la Bourse de Paris, stimulée d'emblée par les réformes de structure impulsées par les gouvernements Mauroy puis Fabius, aura vu sa capitalisation passer de 225 à 2700 milliards de francs pour les actions.* »

La face cachée de cette brillante gestion n'est dévoilée, dans un rapport du CERC - Centre d'étude des Revenus et des Coûts, alors présidé par l'ancienne ministre Nicole Questiaux - qu'en minuscules : « *le nombre des ménages les plus pauvres s'accroît deux fois plus vite que la population* ». Et la conclusion tombe : « *dans la concurrence exacerbée, se sont le mieux défendus ceux qui avaient une situation acquise* », tandis que, « *depuis le début des années 80, la situation financière des plus démunis s'est aggravée.* »

Mais qui évoquerait là une « *guerre des classes* » ? Pas l'Elysée, en tout cas : à la veille des élections législatives de 1986, alors que le pays compte 2,5 millions de chômeurs, François Mitterrand annonce à la télévision : « *Notre grande priorité est l'inflation.* » Quelques années s'écoulent, la barre des trois millions est désormais franchie : « *Il n'y a pas d'autre alternative, énonçait alors un Président résigné. Contre le chômage on a tout essayé* ». Une « *alternative* », en tout cas, qu'il n'essaierait plus, c'est le « *socialisme* » : parmi les 59 feuillets de sa Lettre aux français, pour sa réélection à la tête de l'Etat, en 1988, sur les 18 423 mots de sa missive, on ne compte pas une seule fois ce terme : « *socialisme* ».

La « *trêve des classes* » signée, sa France était devenue « *unie* ». Tellement « *unie* » que François Mitterrand instaurait le RMI : la pauvreté durable comme symbole de son second mandat...

Années 90, les choses se « *complexifient* » encore.

« Pourquoi les mots 'front de classe', 'autogestion', 'rupture', 'anticapitaliste', 'exploiteurs', 'classe ouvrière', 'lutte de classes', etc., qui firent notre quotidien, eurent tant de charge émotionnelle et ne freinèrent nullement nos progressions électorales, ont-ils disparu de notre vocabulaire ? s'interrogeait, en 1991, un Lionel Jospin premier secrétaire du PS. Parce qu'ils étaient associés à une pensée marxiste déclinante ? Parce qu'ils se sont usés à l'épreuve du réel ? Parce qu'ils ne représentent plus rien et ne servent à rien, ou bien parce que nous les avons, nous, vidés de leur sens et rejetés au magasin des accessoires ? Où est la juste révision et où commence l'abandon un peu lâche ? »

Mais c'est un autre Jospin Lionel, qu'on retrouvait à Matignon. Qui, après François Mitterrand, prenait la relève de l'impuissance, on s'en souvient, face à Michelin et ses 2 000 licenciements programmés en France, 7500 en Europe, tandis que le cours en Bourse s'envolait de 12 % : « *Je ne crois pas qu'il faut tout attendre de l'Etat ou du gouvernement* » indiquait-il, et lui déléguait l'action aux « *syndicats* » : « *une mobilisation peut se mener* » - mais sans que le législateur ne légifère. La gauche de gouvernement se muait non plus en soutien, même plus en arbitre, mais en simple spectatrice : le premier ministre se refusait à intervenir dans ce conflit-là - ou chez Danone, ou chez Renault Vilvoorde.

Il se montrait, en revanche, plus interventionniste pour « *abaisser les taux les plus élevés de l'impôt sur les revenus* », ou pour « *revendre Aérospatiale, France Télécom, Thomson* », etc. La Revue socialiste s'en flattait, d'ailleurs : « *En matière de privatisations, la 'gauche plurielle' a réalisé en trois ans un programme plus important que n'importe quel autre gouvernement français* ». C'est que Lionel Jospin partait à la conquête d'un nouvel électorat : « *Les chefs d'entreprise, plaident-il, n'ont pas trop à se plaindre de ce gouvernement de gauche [...] qui a été capable d'opérer de grandes restructurations industrielles* ».

Pari gagné : la droite se disait séduite. Tel Raymond Barre, qui s'interrogeait : « *On peut se demander si la victoire de la gauche en 1997 n'a pas été en fin de compte une chance pour faire passer un certain nombre de mesures qui étaient indispensables* ». Son ancien conseiller, Jean-Claude Casanova, applaudissait : « *Jamais au XXème siècle le programme du PS n'a été aussi à droite qu'il ne l'est aujourd'hui* ». Franz-Olivier Giesbert s'en amusait dans Le Figaro Magazine : « *Le meilleur agent [de la droite] reste la gauche, qui mène sa politique en douce, sans faire de vagues. [...] Qu'on en juge. Il faut être socialiste pour privatiser des entreprises publiques. [...] Il faut être socialiste pour avoir le droit d'insinuer, sans le dire, les fonds de pension. [...] Allons, il vaut mieux être de gauche si l'on veut être autorisé à gouverner à droite.* » Même l'exigeant Alain Madelin adressait un satisfecit, et saluait « *l'extraordinaire chemin parcouru par la gauche* ». Encore un effort, camarade...

La Guerre des classes, Fayard, 2009.